1. Pourquoi écrire un livre sur le capital ?

« Il n'y a pas de joie plus intense que celle de tomber sur un fait qui ne peut pas être compris du point de vue des idées qui font autorité. »

Cecilia Payne, *An Autobiography and other Recollections.*

Le capitalisme sans capital

Nous avons grandi dans la « société d'abondance » des années 1950 et 1960. Enfants, puis jeunes adultes, nous entendions rarement prononcer le mot « capitalisme ». C'était la guerre froide et parler de capitalisme, sans être strictement tabou, était loin d'être un passe-temps répandu. Le terme avait des relents d'extrémisme idéologique ; il suggérait une rhétorique communiste ; il évoquait des débats révolus et des idées obsolètes.

Comme concept théorique, le capitalisme paraissait être irrémédiablement non scientifique. C'était un vestige d'une autre époque, celui d'un temps où les gens, hantés par la « rareté », voyaient encore la société au travers des lunettes embuées de l'économie politique. Des sciences sociales alors encore jeunes – en particulier la science

économique – s'enorgueillissaient d'avoir à leur disposition des catégories bien meilleures et bien plus précises.

Ces catégories étaient regroupées sous une expression à la mode : « la modernisation. » Le discours de la modernisation ouvrait toutes les bonnes portes. Il attirait l'aide américaine. Il ouvrait la voie au développement et facilitait la promotion des universitaires. Le mot « capitalisme » devenait redondant, si ce n'est contre-productif. Graduellement, il a disparu du vocabulaire.

Pourtant, une chose étrange s'est produite au début des années 1990 ; le capitalisme a fait un retour remarquable sur le devant de la scène. Soudainement, les chercheurs en sciences sociales et les post-scientistes* ne voulaient plus parler de rien d'autre. Le monde capitaliste, les marchés capitalistes, la gouvernance capitaliste, la culture capitaliste, les institutions capitalistes, les guerres capitalistes, le capitalisme et la race, le capitalisme et le genre, le capitalisme et la libido – peu importe où vous regardez, vous ne pouvez pas échapper au *C-word*.

Le débat sur le capitalisme est partout. Les journaux, la radio, la télévision et Internet débordent de discours sur la globalisation néolibérale et la crise qu'elle connaît, sur l'impérialisme et le post-colonialisme, sur la financiarisation de l'économie et l'interventionnisme public. Les experts prêchent l'évangile de la productivité capitaliste, alors que les manifestants altermondialistes accusent le Fonds monétaire international (FMI) et les sociétés multinationales d'être responsables de nombre des fléaux sociaux qui nous accablent. Certains voient dans la croissance capitaliste un remède miracle ; pour d'autres, elle annonce un désastre écologique. Certains se réjouissent de la dérégulation de l'État capitaliste et de la chute du keynésianisme ; d'autres pleurent le déclin de l'État-providence et l'avènement du *zapping labour*. Beaucoup considèrent que les nouvelles guerres

---

* *Post-scientist* dans l'original [*ndt*].

du XXI[e] siècle servent les intérêts capitalistes et estiment que le développement du fondamentalisme islamique est un retour de bâton contre le libéralisme occidental. Pour quelques-uns, le capitalisme signifie la fin de l'histoire, pour d'autres une source de conflit et un moteur du changement. Aucun aspect du capitalisme ne semble échapper au débat.

Ou peut-être devrions-nous plutôt dire que presque aucun de ses aspects n'y échappe. Presque aucun, parce que quelque chose de vraiment important semble absent du débat. Dans toute cette agitation, nous semblons avoir perdu de vue le concept qui importe le plus : celui de capital lui-même. Le capital est l'institution centrale du capitalisme – et pourtant, de façon assez surprenante, nous n'avons pas de théorie satisfaisante pour l'expliquer. En fait, nous ne savons pas précisément ce qu'est le capital. Pire encore, on discute peu ou pas de la signification de cette omission et de la manière dont on peut y remédier.

La question est cruciale. Sans un concept clair du capital, nous ne pouvons pas espérer comprendre comment il fonctionne, pourquoi il s'accumule ou comment il entraîne l'ordre capitaliste. Jusqu'à ce que nous comprenions le capital, nous sommes condamnés à nous méprendre sur nos institutions politiques, à mal évaluer les alternatives qui s'offrent à nous et à éprouver des difficultés à imaginer une voie conduisant à un futur meilleur. En bref, pour débattre du capitalisme, nous avons d'abord besoin de débattre du capital lui-même [1].

---

1. Bien sûr, tout le monde ne partage pas ce sentiment d'urgence, bien au contraire. De nos jours, beaucoup d'universitaires nous disent qu'en fait, les faits n'existent pas (dans une conversation ou un discours, l'orateur se servira généralement de ses doigts pour enfermer le mot « faits » dans des guillemets invisibles, de manière à indiquer son évidente ambiguïté). Dans l'espace postmoderne, comme ils nous l'expliquent, il n'y a pas grand-chose à « savoir » (entre guillemets, encore une fois). Tout – y compris le capital – est simplement « récit ». Le capital est un « discours » qui ne peut pas faire l'objet d'une connaissance mais qui peut seulement être « déconstruit ». Et qui sait, puisque personne ne « sait » vraiment, peut-être est-ce là le meilleur moyen de dissimuler le capital. Cette conclusion commode pose néanmoins une question quelque peu embarrassante : si le capital est simplement un texte

Ce livre ne parle pas d'économie

De nombreuses personnes, qui sont à d'autres égards vivement intéressées par la société, s'effrayent quand elles sont confrontées à « l'économie ». Ses symboles semblent mystérieux, sa logique déroutante, son langage incompréhensible, voire menaçant. L'appréhension est réelle. Depuis Thomas Carlyle, la « triste science* » a effrayé la plupart des gens.

Mais cette peur n'a pas d'incidence sur notre livre. Notre sujet n'est pas l'économie ; c'est le capital. Et le capital, comme nous espérons le montrer, n'est pas une entité économique.

On devrait remarquer d'emblée que l'économie – ou, plus exactement, la branche néoclassique de l'économie politique – n'est pas une réalité objective. En fait, pour sa plus grande part, ce n'est même pas une enquête scientifique sur la réalité objective. L'économie politique néoclassique est plutôt pour l'essentiel *une idéologie au service des puissants*. C'est le langage dans lequel la classe dirigeante capitaliste conçoit et façonne la société. C'est aussi l'outil grâce auquel cette classe dissimule son pouvoir et le moyen à l'aide duquel elle persuade tout le monde de l'accepter.

Notre livre remet le pouvoir sur le devant de la scène. Notez l'égalité métaphorique dans le titre : *Le Capital comme Pouvoir*. Nous n'utilisons pas *et*, mais *comme*. Nous ne parlons pas du capital et du pouvoir ; du capital au service du pouvoir ou *vice versa* ; du capital dans sa relation à l'État ; du capital avec ou contre la politique ; du capital en tant qu'il se distingue de la violence ; ou du capital et de l'idéologie. Nous ne nous référons pas à une relation, une connexion ou une juxtaposition, mais à une identité figurative. Le capital n'est pas lié au pouvoir. Il est, en lui-même, un mode du pouvoir.

---

discursif, une foi parmi d'autres, à quoi bon parler – sans même évoquer la possibilité de le critiquer – du capitalisme ? Et si une telle critique est dépourvue de sens, quelle est l'utilité des critiques postmodernes ?

* C'est à Thomas Carlyle qu'on doit l'expression de « *dismal science* » pour désigner l'économie politique [*ndt*].

Le but de ce livre est d'expliquer le capital comme pouvoir. Par conséquent, la première étape pour comprendre notre démonstration consiste à arrêter de penser le capital et le capitalisme comme des entités « économiques ». La seconde étape consiste à être prêt à se confronter au dogme qui fait du capital et du capitalisme des entités économiques.

Comment et pourquoi

Les jeunes enfants sont obsédés par la question « pourquoi ? ». « Pourquoi ai-je besoin de me brosser les dents ? » « Pourquoi les oiseaux volent-ils et pas les chiens ? » « Pourquoi Maman doit-elle aller au travail ? » Cette quête est universelle, mais elle ne dure pas longtemps. Les enfants apprennent rapidement que les adultes n'aiment pas ce genre de question et que, souvent, ils ne savent pas comment y répondre. Ils réalisent qu'un « pourquoi ? » conduit inévitablement à un autre, lui-même suivi d'un embarras grandissant qui va aller en empirant. C'est alors que les enfants grandissent. À l'âge de 5 ou 6 ans, ils abandonnent le « pourquoi ? » au profit d'un « comment ? » de nature plus pratique. Ils arrêtent de questionner le monde et essaient d'y trouver leur place. Ils deviennent adultes et ils le demeurent généralement pour le restant de leur vie.

Mais tout le monde ne grandit pas. Comme Mark Twain (1881) nous le rappelle, certaines personnes restent jeunes, peu importe leur âge. Et les plus jeunes de tous sont ceux qui n'arrêtent jamais de se demander « pourquoi ? ». Ce livre est écrit pour ces jeunes de tous les âges. Nous écrivons pour ceux qui sentent que leur futur est en jeu et qui souhaitent faire quelque chose à ce propos ; pour ceux qui ont le sentiment qu'il y a quelque chose de profondément erroné dans le credo conventionnel mais qui ne savent pas exactement quoi ; et, par-dessus tout, pour ceux qui n'aiment pas les dogmes et veulent penser par eux-mêmes.

Peut-être est-ce *le manque d'alternatives théoriques* qui constitue le problème clé auquel se trouvent confrontés aujourd'hui les jeunes gens. Une nouvelle réalité sociale présuppose et implique une nouvelle cosmologie sociale. Pour changer le monde capitaliste, on a d'abord besoin de le concevoir à nouveaux frais ; et cette conception à nouveaux frais appelle de nouvelles façons de penser, de nouvelles catégories et de nouvelles unités de mesure. Pourtant, de nombreux critiques contemporains du capitalisme semblent croire qu'ils peuvent mettre en question cet ordre social sans jamais se demander comment, et encore moins pourquoi, il fonctionne.

Même s'il existe des exceptions évidentes, la gauche d'aujourd'hui préfère éviter « l'économie », et beaucoup de ceux qui s'en réclament en sont plutôt fiers. Privilégier le profit et l'accumulation, théoriser les sociétés et le marché boursier, enquêter empiriquement sur les fluctuations de la monnaie et des prix, sont le fait d'un « économisme » étroit. Penser et agir de la sorte, c'est fétichiser le monde, c'est dissimuler les nuances culturelles de la conscience humaine, c'est empêcher le critique de voir les soubassements politiques des réalités sociales. Mieux vaut laisser tout cela aux praticiens de la « triste science ».

C'est ainsi que la plupart des critiques auto-déclarés du capitalisme demeurent tranquillement ignorants de son « économie », aussi bien dans sa version néoclassique que marxiste. Ils en savent peu sur l'histoire, les questionnements et les défis respectifs de ces théories et ils ne sont pas conscients de leurs triomphes, de leurs contradictions et de leurs échecs. Cette innocence est certainement libératrice. Elle permet de produire un « discours critique » truffé de platitudes copiées-collées, d'ambiguïtés et souvent de franches absurdités. Rarement ces « critiques » nous disent-elles quelque chose d'important sur les forces du capitalisme contemporain, et encore moins sur la manière dont on doit étudier, comprendre et mettre en question ces forces.

Plus important encore, ce contexte figé pousse les étudiants à arrêter de se demander « pourquoi ? ». Les grandes questions sur

le capital sont étouffées et, à mesure que la jeune génération vieillit et s'embourgeoise, les questions finissent par être complètement oubliées. À l'occasion, un esprit indompté, ayant découvert un vieux débat dans un livre démodé, soulève un naïf « pourquoi ? ». Mais ces étincelles spontanées sont rapidement mises à l'écart et éteintes. Ridiculisé par des professeurs je-sais-tout et étouffé par ses acolytes étudiants, celui qui sort du rang est contraint de renoncer ou de périr. Il n'y a pas d'alternative et la chose la plus prudente à faire pour un universitaire est de ne jamais se demander « pourquoi ? »[2].

Notre livre conteste ce dogme. Nous fournissons un cadre conceptuel neuf pour penser le capital – en même tant que nous présentons le contexte que ce cadre de pensée récuse et les moyens grâce auxquels il est élaboré. « Il n'y a pas de méthodes empiriques sans concepts et systèmes spéculatifs », écrit Einstein dans son avant-propos au *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* (1632).

---

2. Nitzan : « Alors que j'étais étudiant en première année d'économie à l'Université de Tel-Aviv, j'ai questionné l'un de mes professeurs sur les présupposés qu'on me demandait d'accepter. Les économistes font appel à nombre de présupposés, il y avait donc beaucoup de questions à poser. Au début, la professeure était très contente d'en discuter. Mais après deux semaines de cours, il devenait plus difficile de répondre aux questions, mes interventions commençaient à agacer les étudiants, et la professeure commença à appliquer la tactique habituelle pour gagner du temps. "Votre question est très intéressante", disait-elle, "mais il est trop tôt pour s'en occuper. Veuillez la poser la plus tard, quand nous traiterons cette question plus en détail". Cette méthode est populaire chez les enseignants en économie et elle fonctionne particulièrement bien quand elle est combinée avec une forte dose d'exercices de "résolution de problèmes". Cet entraînement apparemment pratique force les étudiants à accepter les prémisses implicites des problèmes, et quand ces prémisses sont acceptées, les questions disparaissent rapidement. Mais je persistais. La professeure n'eut alors pas d'autre choix que de me faire taire. Quand j'ai demandé pourquoi on m'ignorait, sa réponse fut brève et instructive : "Vous ne savez pas poser les questions".

Bien des années plus tard, un étudiant de premier cycle dans l'un de mes cours d'économie politique a résumé le même dilemme d'un angle différent : "votre cours me rend siii [sic] nerveux. Avec tous mes autres professeurs, je peux écrire à peu près tout ce que je veux tant que je m'en tiens au programme du cours, que je cite correctement les lectures requises. Mais votre classe ne fonctionne pas de cette manière. Non seulement je dois faire mes propres recherches, mais je dois aussi inventer la question sur laquelle porte mes recherches. Et au final, je peux encore me tromper !"… Quelle terrifiante idée ! »

Mais il n'y a pas non plus « de pensée spéculative dont les concepts ne révèlent les méthodes empiriques dont ils découlent ». Les deux processus sont dialectiquement intriqués. C'est ainsi que nous introduisons, avec nos schèmes théoriques, de nouvelles méthodes de recherche, de nouvelles catégories, de nouvelles manières de penser, de mettre en relation et de présenter les données ; de nouvelles estimations et de nouvelles unités de mesure ; et finalement, les rudiments d'une nouvelle comptabilité désagrégée* qui révèle la dynamique conflictuelle de la société. Nous montrons que de nombreuses alternatives sont possibles, pourvu que nous ne nous arrêtions jamais de nous poser la question « pourquoi ? »[3].

Il est clair que nous serions heureux que nos lecteurs soient convaincus par nos arguments, mais cet objectif est secondaire. Ce qui nous importe le plus, c'est d'encourager nos lecteurs à développer leurs *propres* recherches. Comme le livre le montrera amplement, les faits sociaux sont indispensables mais jamais « évidents en eux-mêmes », et dans la mesure où l'empereur est si souvent nu, nous ne devrions pas avoir peur de nous demander pourquoi. Il y a beaucoup à soupçonner dans le monde de « l'évident » ; essayez donc de vous méfier des « experts » et des « autorités » – qu'ils soient dominants ou critiques. En dernière analyse, la seule façon de développer votre *propre* opinion – au lieu d'adopter les opinions d'autrui – est de toujours vous demander pourquoi et de constamment *re*-chercher des réponses qui seront les vôtres.

---

* *Disaggregate accounting* [*ndt*].

3. Sur le conflit entre le monde universitaire moderne et l'entreprise scientifique, voir notre manuscrit non publié « The Scientist and the Church » (NITZAN et BICHLER, 2005). L'article peut-être téléchargé gratuitement à http://bnarchives.yorku.ca/185/.

Qu'est-ce qui ne va pas dans la théorie du capital ?

Commençons avec la valeur monétaire du capital. Cette valeur est aisément observable. Nous savons combien cela coûte d'acheter du capital existant sur les marchés d'actions et d'obligations, tout comme nous savons combien cela coûte de monter une nouvelle société, ou de mettre sur pied de nouveaux investissements productifs*. Mais qu'est-ce qui détermine ces valeurs monétaires ? Quelles sont les forces qui se cachent derrière l'apparence concrète du capital ? Pourquoi Microsoft vaut-il 300 milliards de dollars et pas la moitié de cette somme ? Pourquoi Toyota paie-t-il 2 milliards de dollars plutôt que quatre pour une nouvelle usine de voiture ? Pourquoi ces sommes ont-elles tendance à croître dans le temps ? Qu'est-ce qui détermine leur rythme de croissance ?

Les économistes – aussi bien libéraux que radicaux – affirment avoir répondu à ces questions. La plupart diraient que le capital est une catégorie économique enracinée dans la réalité matérielle. En dernière analyse, la valeur monétaire du capital dérive de, et reflète, les processus sous-jacents de la consommation et de la production.

Les économistes néoclassiques traditionnels conçoivent cette détermination de la valeur du capital par la production et la consommation du point de vue des sorties. Pour eux, le capital est fait de biens d'équipement matériels (et maintenant aussi de connaissances ou de technologie immatérielles). La valeur du capital en termes monétaires est proportionnelle à sa productivité – à savoir sa capacité à produire des biens et des services qui satisfont les besoins humains et génèrent du bonheur. Cette transmutation est significative parce qu'aussi bien le capital que sa productivité sont comptabilisés dans la même unité universelle, la particule élémentaire de l'économie : l'« util ».

Les marxistes voient les choses assez différemment. Pour eux, le capital n'est pas une substance matérielle *per se*, mais une relation

* *Plant and equipment* [*ndt*].

sociale incorporée dans les entités productives, matérielles. Ils affirment que pour comprendre le capital, nous devons regarder derrière le vernis hédonique de l'idéologie libérale et analyser l'essence industrielle du système. De ce point de vue, la question clé n'est pas celle de l'utilité que le capital produit, mais celle du processus social par lequel le capital lui-même est produit. Par conséquent, la façon appropriée d'aborder le capital ne passe pas par les sorties, comme le disent les néoclassiques, mais par les entrées – à savoir le travail.

Les marxistes eux aussi comptabilisent le capital en unités universelles : les unités du « travail abstrait ». C'est la particule élémentaire de la cosmologie de Marx. Quantitativement, dans le schème marxiste, la valeur en dollars du capital est proportionnelle à son coût de production et, spécifiquement, à la quantité de travail abstrait socialement nécessaire pour produire ce capital [4].

Malheureusement, ces deux explications échouent. En fin de compte, ni les néoclassiques ni les marxistes ne sont capables de répondre à la question de savoir ce qui détermine la valeur du capital et son taux d'accumulation.

De nombreuses raisons conspirent à produire un tel échec, mais la plus importante tient aux unités élémentaires au moyen desquelles on analyse le phénomène. Comme nous le verrons, les utils et le travail abstrait sont des catégories profondément problématiques. Nous ne pouvons pas les observer directement à l'aide de nos sens, et ils ne peuvent pas être étudiés indirectement au moyen d'un quelconque intermédiaire. On ne peut pas calculer leur « quantité », même théoriquement. En fait, ce ne sont même pas des entités logiquement cohérentes. Ces faiblesses sont très sérieuses, la dernière étant potentiellement rédhibitoire.

4. Telle est la conception des marxistes classiques, mais ce n'est pas celle des néo-marxistes. Bien que ceux-ci acceptent nombre des présupposés et des analyses de Marx, ils n'utilisent plus le travail abstrait comme base pour comprendre le capitalisme contemporain et l'accumulation moderne. La différence entre ces deux approches a des implications importantes, que nous explorons dans les chapitres 4 et 8.

Il est bien sûr vrai – et ce, en dépit de ce que soutient le positivisme – qu'une théorie scientifique n'a pas besoin que toutes ses particules élémentaires soient directement ou indirectement observables. Comme on le sait, on a tenu les atomes pour inobservables jusqu'au début du XX[e] siècle, de nombreuses particules subatomiques sont encore insaisissables, et des entités comme les cordes le resteront peut-être à jamais (ou du moins pour encore longtemps). Pourtant, l'« invisibilité » de ces particules élémentaires a à peine entamé le statut scientifique de la physique moderne [5]. On pourrait même soutenir que, depuis Galilée, la force de la science réside précisément dans sa capacité à expliquer les grandeurs observées au moyen de celles qui ne le sont pas [6].

---

5. Sur le concept d'« observation » et ses complexités, voir SHAPERE (1982).

6. Selon Zev Bechler, une des principales contributions de Galilée à la révolution scientifique fut son rejet de l'anti-informativisme aristotélicien en faveur de théories informatives. Dans ces *Deux sciences nouvelles*, Galilée suggérait que, « faute de pouvoir faire davantage pour le moment, je tâcherai au moins, de diminuer une improbabilité par une improbabilité équivalente, ou même plus grande, comme on voit un émerveillement pâlir devant un miracle » (cité dans BECHLER, 1991, p. 131). En d'autres termes, la science moderne ne progresse pas en insistant pour avoir des explications logiquement complètes et par conséquent vides, mais, au contraire, en résolvant les problèmes existants en introduisant de nouveaux problèmes. Werner Heisenberg rapporte une conversation qu'il a eue avec Einstein sur le caractère inévitable de cette démarche :

> Je lui fis remarquer que nous ne pouvons, en fait, observer une telle trajectoire [celle de l'électron d'un atome] ; ce que nous enregistrons, en fait, ce sont les fréquences de la lumière rayonnée par l'atome, des intensités et des probabilités de transition, mais pas la trajectoire elle-même. Et comme il est rationnel de n'introduire dans une théorie que des quantités qui peuvent être directement observées, le concept de trajectoire de l'électron ne devrait pas en faire partie. À ma profonde surprise, cet argument ne satisfit pas du tout Einstein, qui pensait qu'en réalité toute théorie contient des quantités non observables. Ne recourir qu'aux observations est un principe qui ne peut simplement pas être suivi d'une façon cohérente. Quand j'objectai que, disant cela, je ne faisais qu'appliquer la philosophie dont lui-même avait fait la base de la relativité restreinte, il se borna à répondre : « Peut-être me suis-je servi de cette philosophie autrefois, et ai-je aussi écrit à ce sujet, mais c'est une absurdité quand même. »
>
> (Cité dans WEINBERG, 1992 : 163.)

La situation est assez différente en ce qui concerne les utils néoclassiques et le travail abstrait marxiste. Ces unités diffèrent des atomes, des électrons ou des cordes. Nous ne pouvons peut-être pas observer ces derniers, mais cette faiblesse pourrait être attribuée – au moins en principe – à nos limitations propres. Théoriquement, les atomes, les électrons et les cordes sont des entités logiquement consistantes avec un ensemble défini de quantités, déterministes ou probabilistes. Au contraire, les utils et le travail abstrait sont invisibles non pas à cause de nos propres insuffisances, mais parce qu'ils ne possèdent pas – et ne *peuvent* pas posséder – une grandeur définie. Ils ont de pseudo-quanta. Même si nous pouvions les « voir » d'une manière ou d'une autre, il n'y aurait rien à mesurer. Et des « quanta » qui ne peuvent être mesurés – quelle que soit leur importance par ailleurs – ne peuvent fournir la base d'une analyse *quantitative*.

Il en résulte que l'économie néoclassique et l'économie politique marxiste sont dépourvues d'une unité fondamentale qui pourrait leur servir de fondement. Sans cette unité fondamentale, nous demeurons à notre point de départ. Nous connaissons le prix du capital en dollars et en cents, mais nous ne savons pas combien d'utils ou d'heures de travail abstrait cette valeur est supposée représenter. Nous savons que le capital s'accumule, mais nous ignorons la raison pour laquelle il s'accumule ou ce que cette accumulation signifie.

Vers une nouvelle théorie du capital

La thèse de ce livre est que le secret pour comprendre l'accumulation ne réside pas dans les limites étroites de la production et de la consommation, mais dans les processus et les institutions plus vastes du pouvoir. Nous affirmons que le capital n'est ni un objet matériel, ni une relation sociale incorporée dans les entités matérielles. Il n'est pas « augmenté » par le pouvoir. Il est, en soi, une *représentation symbolique du pouvoir*.

La finance est notre point de départ. Comme nous le verrons, Marx classifiait la finance comme du capital « fictif » – par contraste avec le capital réel incorporé dans les moyens de production. Cette classification met le monde la tête à l'envers. En fait, dans le monde réel, le quantum de capital existe comme finance et seulement comme finance. C'est le cœur du régime capitaliste.

Aujourd'hui, un propriétaire ne voit pas le capital de sa société comme étant constitué par des artefacts matériels et immatériels tels que des machines, des structures, des matières premières, de la connaissance et de la survaleur*. Il a plutôt l'habitude de concevoir le capital comme un équivalent des fonds propres et des dettes de la société. Le credo universel du capitalisme définit la grandeur de ces fonds propres et de ces dettes comme la *capitalisation* : elle est égale au bénéfice futur espéré et aux versements des intérêts, ajustés en fonction du risque et actualisés à leur valeur présente.

La foi en ce principe de la capitalisation a maintenant plus de fidèles que toutes les religions de ce monde réunies. Il est accepté partout – de New York et Londres à Pékin et Téhéran. En fait, cette croyance s'est répandue si largement qu'elle est maintenant utilisée pour actualiser non pas seulement les revenus capitalistes, mais aussi les revenus des salariés, des gouvernements et, en fait, de la société dans son ensemble.

Mais comme c'est souvent le cas avec les religions, plus forte est la croyance, moins on la questionne. Et ceux qui obéissent effectivement à la capitalisation sont tellement conditionnés qu'ils ne s'interrogent plus qu'exceptionnellement sur son origine et ses implications. Peut-être n'est-il alors pas exagéré de s'arrêter et de se demander : quel est exactement le sens de la capitalisation ? D'où vient-elle et pourquoi est-elle devenue aussi dominante ? Quelles sont les forces qui l'entraînent et comment façonnent-elles le processus plus vaste du développement capitaliste ?

---

* *Goodwill* [*ndt*].

Comme ce livre le montrera, les éléments de la capitalisation des entreprises – à savoir les bénéfices espérés d'une entreprise et la perception des risques qui leur sont associés – ne représentent ni la productivité des artefacts possédés ni le travail abstrait socialement nécessaire pour les produire, mais *le pouvoir des propriétaires de l'entreprise*[7]. Dans l'ordre capitaliste, c'est le pouvoir qui confère une valeur aux artefacts possédés. De surcroît, le pouvoir de générer des bénéfices et de limiter le risque va bien au-delà des sphères étroites de la « production » et des « marchés », jusqu'à inclure *la structure étatique des entreprises et des gouvernements dans son entier*.

Cette perspective diffère de celle de l'économie politique traditionnelle. L'idéologie libérale se plaît à présenter le capital et l'État comme hostiles l'un à l'autre, alors que les marxistes les pensent comme complémentaires. Mais dans ces deux approches, les deux entités – quoiqu'en relation – sont instituées et organisées de manière distincte.

Notre conception est très différente. Dans notre perspective, l'entité juridico-organisationnelle de l'entreprise et le réseau d'institutions et d'organes qui constituent l'État font partie du même mode de pouvoir global. Nous appelons ce mode du pouvoir l'*État de capital* et c'est la transformation continue de cet État de capital qui fait que le capital s'accumule.

Le credo traditionnel ne cesse de fragmenter ce processus global en un kaléidoscope d'interprétations multiples. Il nous conditionne à penser à une banque comme à un élément de l'« économie », à l'armée comme à une composante du « politique », et à une chaîne de télévision comme à un aspect de la « culture ». Nous nous attendons à ce que la rubrique sportive d'un journal soit séparée des sections qui traitent des « actualités internationales » et de l'« éducation ». Nous divisons notre vie en fonctions distinctes comme la « famille »,

7. Par simplicité, nous nous référons ici seulement à la capitalisation des entreprises. Nous traiterons de la capitalisation plus généralement plus tard dans le livre.

le « travail », la « consommation » et les « divertissements ». Nous plaçons chacune de ces entités dans un domaine différent.

Pourtant, à l'occasion, un miracle a lieu. Comme dans l'ouverture de *La Valse* de Maurice Ravel, dans laquelle des sons dissociés, fragmentés, graduellement se mélangent et fusionnent en une seule marche-danse musicale, notre esprit, dans un éclair de négation, unifie des régions sociales apparemment distinctes en un seul hologramme. Même s'il est rarement plus qu'une silhouette floue, cet hologramme nous révèle l'ensemble. Les êtres humains fragmentés, les fils infinis qui les lient les uns aux autres, les différentes « sphères » entre lesquelles ils évoluent – tous convergent en une logique *totalisante* : la logique du capital[8].

La raison qui fait que cette logique est si totalisante peut être décrite comme suit. Le mode de pouvoir capitaliste est comptabilisé en prix, et la capitalisation, opérant dans un système de prix toujours plus englobant, est l'algorithme qui restructure et refaçonne constamment cet ordre. La capitalisation actualise une trajectoire

---

8. Ce désir d'une image totalisante qui s'oppose à une fragmentation disciplinaire implacable est décrit dans les souvenirs d'enfance d'Arnold Toynbee : « Quand j'étais enfant, il m'arrivait de fréquenter la maison d'un professeur de sciences physiques. Il y avait là un cabinet de travail bourré de livres, et je me souviens que, entre chacune de mes visites, les livres changeaient. À ma première visite, un grand nombre de rayons étaient chargés d'ouvrages de littérature générale, d'ouvrages scientifiques généraux et d'ouvrages généraux traitant de la spécialité de mon hôte. Au fil des années, les rayons étaient envahis, les uns après les autres, par l'impitoyable progression d'une demi-douzaine de périodiques spécialisés – minces volumes à la reliure rébarbative dont chacun contenait de nombreuses monographies dues à des auteurs différents. Il ne s'agissait pas de livres dans le sens littéraire du terme, car ces ouvrages ne présentaient aucune unité de contenu, et les monographies n'offraient, à la vérité, aucune relation entre elles si ce n'est un lien bien fragile : toutes avaient trait à la discipline en question. À mesure que les périodiques avançaient, les livres battaient en retraite. Je devais les retrouver plus tard dans le grenier, où les *Poèmes* de Shelley et *L'Origine des espèces*, relégués dans un commun exil, voisinaient, sur de grossières étagères, avec des bocaux contenant des microbes. À chaque visite, le cabinet de travail me semblait une pièce moins agréable à regarder, où il faisait moins bon vivre. Ces périodiques, c'était le système industriel "sous forme de livres", avec sa division du travail et son rendement maximum soutenu d'articles fabriqués mécaniquement à partir de matières premières » (Toynbee, 1972 : 23).

particulière de revenus futurs espérés. Pour tout groupe de capitalistes – typiquement une entreprise – le niveau moyen et la structure des revenus indiquent son pouvoir différentiel : plus ces revenus sont élevés et prédictibles, comparés à ceux des autres groupes d'entreprises, plus grand est le pouvoir différentiel des propriétaires de l'entreprise.

Notez qu'il ne s'agit pas ici de « pouvoir économique », pas plus qu'il ne s'agit d'un « pouvoir politique » qui « fausse » l'économie. Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est au *pouvoir organisé en général*. De nombreuses institutions et processus de pouvoir – de l'idéologie, en passant par la culture, la violence organisée, la religion, le droit, l'ethnicité, le genre, les conflits internationaux, les relations entre employeurs et salariés, les techniques de fabrication et les innovations comptables – influencent le niveau différentiel des revenus et leur volatilité. Quand ces revenus et leur volatilité sont actualisés comme des valeurs en capital, les institutions et les processus de pouvoir qui les sous-tendent *deviennent* une partie du capital. Dans la mesure où le capital est une marchandise que l'on peut vendre, qui est disponible pour l'acquisition et la vente sur les marchés d'actions et d'obligations, sa valeur relative représente la *marchandisation du pouvoir*.

De ce point de vue, nous ne pouvons plus continuer à parler d'« efficience économique » par opposition au « pouvoir politique », ou à distinguer l'« exploitation économique » de l'« oppression politique ». Au lieu de cela, il existe un processus unique d'accumulation du capital/formation de l'État. Étudier l'accumulation du capital, c'est étudier la formation et la transformation du pouvoir organisé dans le capitalisme. C'est le point de départ de notre livre.

Un bref résumé

Le livre est constitué de cinq parties. La première partie situe l'émergence du capital au sein du développement plus large de l'économie politique. La deuxième partie dissèque les conceptions

libérales et marxistes du capital. La troisième partie explique pourquoi les théoriciens du capital ont aboyé après la mauvaise caravane, en essayant d'identifier l'accumulation avec les machines et la production plutôt qu'avec la capitalisation et la finance. La quatrième partie pose les bases d'une théorie alternative de l'accumulation fondée sur le pouvoir. Et la cinquième partie explicite notre propre théorie du capital comme pouvoir.

À première vue, ce plan semble séparer nettement notre « critique » des théories existantes dans les trois premières parties du livre de l'« essentiel » de notre propos dans les deux dernières. Mais ne soyez pas tentés de prendre un raccourci et de sauter par-dessus Rhodes. Il n'y a pas de rupture substantielle dans l'ouvrage. Les premières parties du livre sont indispensables pour le développement dialectique de notre démonstration, et à moins de les avoir lues, vous ne comprendrez pas ce qui suit.

Les sections à venir soulignent les thèmes clés de chacune de ces parties, en énumérant certaines des questions que nous posons et résumant les voies que nous suivons au fur à mesure que nous travaillons à leur apporter des réponses. Nous les rédigeons moins en guise de résumé que comme des amuse-gueules. Avec un peu de chance, elles vous pousseront à lire le livre dans son entier.

Première partie : les dilemmes de l'économie politique

La première partie introduit quelques-uns des dilemmes clés qui caractérisent l'économie politique. Le chapitre 2 identifie les deux dualités centrales de l'économie politique : (1) la distinction entre politique et économie et (2) la distinction, au sein de l'économie elle-même, entre le réel et le nominal. Ces bifurcations, acceptées aussi bien par les libéraux que par les marxistes, définissent ce que fait l'économie politique – et ce qu'elle *ne peut pas* faire. Le plus grand handicap qu'elles imposent, c'est l'incapacité à traiter du pouvoir.

Ces dualités elles-mêmes ne sont rien moins qu'accidentelles. Comme l'explique le chapitre 3, elles font partie d'une triple révolution qui a balayé l'Europe du XVIIIe siècle : l'avènement de la science moderne, l'émergence du libéralisme comme régime politique et l'essor de l'accumulation du capital. Cette triple révolution a sapé le cosmos religieux-autoritaire. Le royaume hiérarchisé de Dieu et de ses sous-traitants désignés a été remplacé par une loi naturelle égalitaire, un mécanisme profane-universel qui régule et équilibre à la fois le ciel et la terre. Cette nouvelle vision du monde a fait de l'« économie » un processus naturel, indépendant de la « politique » des rois et de l'Église ; et elle a fait des revenus « nominaux » des différentes classes une conséquence de la production et de la consommation « réelles » plutôt que de celle d'un pouvoir pur et d'une violence consacrée.

Pourtant, alors que le pouvoir de l'*ancien régime** était sapé par ces dualités, ces dernières dissimulaient (ou révélaient) bien moins efficacement le pouvoir du capital. Initialement, le problème n'avait pas semblé trop sérieux, et la plupart des économistes politiques ne prêtèrent aucune attention à ses conséquences. Les libéraux n'étaient que trop contents de souligner les effets libérateurs du marché et sa séparation d'avec l'État, et ils n'avaient par conséquent aucune raison d'exhiber au grand jour le pouvoir du capital. Au contraire, les marxistes soulignaient l'exploitation et l'oppression dont le système était responsable ; mais comme ils comptaient sur les lois historiques de l'économie pour faire imploser dialectiquement le système de l'intérieur, eux non plus ne ressentaient pas le besoin de compliquer le tableau en évoquant les indéterminations volontaristes du pouvoir. C'est ainsi qu'on a pu tranquillement continuer à distinguer la « politique » de l'« économie » et le « nominal » du « réel ».

La situation commença néanmoins à changer à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Premièrement, la croissance de grandes unités – les grandes entreprises, un gouvernement élargi et une main-d'œuvre

* En français dans l'original [*ndt*].

organisée – a bouleversé l'automaticité et les tendances autorégulatrices présumées du capitalisme. Deuxièmement, est apparu tout un ensemble de nouveaux processus de pouvoir – de la militarisation et l'impérialisme, à la finance et à l'inflation, au collectivisme et au fascisme, à la culture et à la psychologie de masse, la régulation industrielle, le monopole et la stabilisation macroéconomique –, autant de développements qui ne cadraient plus ni avec les théories de l'équilibre du libéralisme mécaniste ni avec les nécessités historiques du marxisme dialectique. Et troisièmement, les économistes politiques ont commencé à quantifier empiriquement l'accumulation, pour finalement trouver qu'en l'absence d'équilibre et en présence du pouvoir, le capital n'avait plus de grandeur « objective ».

Le chapitre 4 analyse les différentes façons au moyen desquelles les économistes politiques ont tenté de s'attaquer au problème. Ces solutions sont très différentes, mais elles ont toutes une chose en commun : elles essaient d'avoir le beurre et l'argent du beurre. Les libéraux y arrivent par élimination. Ils distinguent deux domaines dans leur économie : le « micro » et le « macro ». La sphère micro est expurgée de tout pouvoir, ce qui crée une situation dans laquelle les lois de l'économie fonctionnent automatiquement et sans friction. Une partie de ce pouvoir expurgé est catégorisée comme « imperfections » et recasée dans des chapitres de manuel qu'il vaut mieux sauter. Mais la plus grande partie de ce pouvoir – en particulier le pouvoir d'« intervention publique » – est exportée vers le champ macro, où les « distorsions » règnent en maîtresses. Cette solution aide à préserver l'immaculée simplicité de la théorie libérale – mais à un coût qui augmente rapidement. Le pouvoir est maintenant reconnu comme une caractéristique malheureuse mais permanente de l'économie réelle. Et avec l'échec de ces modèles dont le pouvoir est absent, les économistes libéraux se trouvent eux-mêmes de plus en plus dépendants des « chocs extra-économiques », « des syndicats corporatistes » et des « politiciens imprévoyants » pour expliquer ce que leurs théories éternelles ne peuvent expliquer.

À la différence des libéraux, qui se défilent, les marxistes essaient eux de se confronter directement à la question du pouvoir – mais eux aussi se retrouvent avec un tableau fragmenté. Incapables d'intégrer le pouvoir dans l'analyse de la valeur de Marx, ils ont scindé leur enquête en trois branches distinctes : une économie néo-marxienne qui remplace les valeurs-travail par le monopole ; une analyse culturelle dont les versions extrêmes rejettent l'existence même de l'« économie » (et finalement l'existence de tout ordre « objectif ») ; et une théorie de l'État qui oscille entre deux positions opposées – l'une qui donne la priorité au pouvoir étatique en reléguant les « lois » de l'économie, l'autre qui accepte les « lois » de l'économie en réduisant à néant l'autonomie de l'État. Chacune de ces branches a graduellement développé ses propres orthodoxies, ses bureaucraties et ses barrières académiques. Avec l'aggravation de ces fractures, la *totalité* capitaliste que Marx était si désireux de révéler s'est évanouie.

Deuxième partie : l'énigme du capital

Ces dilemmes non résolus ont abandonné l'accumulation dans un *no man's land*. Les « tristes » scientifiques avaient affirmé que le capital était une « entité » économique et s'étaient rapidement approprié le droit exclusif de le théoriser, de le justifier et de le critiquer. Mais comme cela arrive souvent avec les monopoles que personne ne remet en cause, on n'a guère pu se vanter du service rendu. Voilà maintenant plus de deux siècles que les économistes ont commencé à travailler sur le capital et ils n'ont pas encore réussi à le comprendre.

Le chapitre 5 analyse la débâcle libérale. L'objectif central de l'économie néoclassique est de justifier le profit du capital ; et elle s'y emploie en rendant égaux les revenus des capitalistes et la productivité de leur capital. Cette justification est néanmoins confrontée à deux obstacles insurmontables. Premièrement, selon ses propres présupposés, la théorie peut seulement fonctionner dans les conditions strictes d'une économie

parfaitement compétitive non contaminée par la politique ou le pouvoir. Or, il est assez ironique de constater que cette explication a émergé à la fin du XIXe siècle, précisément au moment où l'« oligopole » a remplacé la compétition ; et elle s'est imposée après la seconde guerre mondiale, exactement au moment où les gouvernements ont commencé à intervenir pour de bon. Deuxièmement, et plus important encore, même si une compétition pure prévalait et qu'il n'y avait pas de gouvernement à l'horizon, la théorie se casserait quand même la figure. Pour expliquer le profit par la productivité du capital, nous devons d'abord connaître la quantité de ce capital. Mais il se trouve que pour connaître la quantité du capital, nous devons d'abord connaître le montant du profit ! Comme il n'y a pas moyen de dire qui est l'œuf et qui est la poule, les néoclassiques continuent à tourner en rond.

À la différence des libéraux, les marxistes n'essaient pas de justifier le profit. Tous leurs efforts visent au contraire à montrer que les capitalistes ne peuvent accumuler que s'ils exploitent les travailleurs. Pourtant, dans la mesure où leur notion du capital, à l'instar de celle des néoclassiques, est enracinée dans l'« économie », ils finissent par tomber dans les mêmes pièges matérialistes. Ces pièges sont cruciaux – si cruciaux en fait qu'ils sapent toute la théorie de l'accumulation de Marx. Étant donné que la plupart de ceux qui sont à d'autres égards favorables à la critique que Marx fait du capitalisme ignorent ces difficultés, nous consacrons deux chapitres entiers – les chapitres 6 et 7 – à leur examen.

La structure marchande du capitalisme, affirme Marx, est enracinée dans le processus de production* : l'accumulation du capital est exprimée au moyen des prix ; les prix reflètent les valeurs-travail ; et les valeurs-travail sont déterminées par le temps de travail productif nécessaire pour fabriquer les marchandises. Cette séquence est intuitivement séduisante et politiquement motivante, mais elle se heurte à des impossibilités logiques et empiriques à chaque étape

* *Labour process* [*ndt*].

du raisonnement. Premièrement, il est impossible de différencier travail productif et travail improductif. Deuxièmement, même si nous savions ce qu'est le travail productif, il n'y aurait toujours aucun moyen de savoir quelle quantité de travail productif va dans une marchandise donnée, et par conséquent il n'y a aucun moyen de connaître la valeur-travail de cette marchandise et la grandeur de la plus-value qu'elle recèle. Finalement, même si on connaissait les valeurs-travail, il n'y aurait aucun moyen cohérent de les convertir en prix et de convertir la plus-value en profit. Aussi le marxisme ne peut-il pas en fin de compte expliquer les prix des marchandises – pas plus dans le détail que même approximativement. Et sans une théorie des prix, il ne peut pas y avoir théorie du profit et de l'accumulation, et par conséquent pas non plus de théorie du capitalisme.

L'histoire ne s'arrête pas là. Le chapitre 8 montre que les économistes politiques ont non seulement des difficultés à expliquer comment et pourquoi le capital s'accumule, mais aussi *ce qui* s'accumule. Comme on l'a noté précédemment dans l'introduction, les néoclassiques prétendent comptabiliser le capital en « utils » alors que les marxistes le font en heures de « travail abstrait ». Malheureusement, il ne peut pas y avoir une « économie » distincte de la politique et des autres aspects de la société ; et même si cette « économie » était une sphère indépendante, sa production et sa consommation ne pourraient être « objectivement » données. Ces deux impossibilités font de la recherche d'unités matérielles-économiques universelles un exercice futile.

Troisième partie : la capitalisation

Que les théoriciens du capital restent si accrochés à la production et à la consommation est d'autant plus mystérieux que les capitalistes eux-mêmes ne le sont pas. Alors que les économistes politiques se focalisent sur les biens d'équipement, les capitalistes s'intéressent eux à la capitalisation. Les théoriciens, aussi bien dominants que critiques,

ne se soucient guère de cette différence. La capitalisation, disent-ils, est simplement le reflet « nominal » – parfois exact, parfois déformé – de l'économie « réelle ». Il est certain que les capitalistes se soucient de leurs actifs monétaires, mais la seule façon de comprendre l'accumulation de tels actifs est de théoriser leurs fondements matériels.

En fait, il se trouve que ce n'est pas vraiment le cas. Le chapitre 9 entame notre exploration de la capitalisation, en retraçant son évolution de ses modestes commencements au XIVe siècle jusqu'à sa domination sur le monde au XXIe. Il montre non seulement que la capitalisation précède l'« industrialisation » de quelques centaines d'années, mais aussi que c'est un phénomène bien plus global qu'on ne le suppose habituellement – si global, en fait, que de nos jours il a pénétré tous les recoins de la société et qu'il a absorbé nombre de ses processus de pouvoir. La production, définie de manière restrictive, est devenue seulement un des nombreux visages de la capitalisation.

Mais si la production est seulement un des aspects de la capitalisation, comment peut-elle servir à l'expliquer ? La réponse, c'est qu'elle ne le peut pas. Le chapitre 10 oppose le processus « nominal » de capitalisation à l'augmentation dite « réelle » des biens d'équipement. Il démontre que la valeur monétaire des « biens d'équipement » n'est qu'une très petite fraction de la valeur totale de la capitalisation, et que leur ratio a grandement varié historiquement. Mais, plus dérangeant encore, il montre que les taux de croissance de ces deux grandeurs vont dans des directions opposées : quand la croissance du « stock de capital » accélère, la croissance de la capitalisation ralentit et *vice versa* !

Confrontés à ces faits, en particulier le dernier, les théoriciens doivent faire un choix : s'en tenir à la soi-disant « économie réelle » et traiter la capitalisation comme un reflet déformé, sinon comme une pure fiction ; ou rester concentrés sur ce qui détermine les capitalistes et essayer de développer une théorie sociale de la capitalisation qui transcende le fétiche de la production matérielle et des biens

d'équipement. La plupart des économistes politiques ont emprunté la première voie. Nous choisissons la seconde.

Le chapitre 11 met à nu le processus de capitalisation. Nous identifions les différentes particules élémentaires qui constituent la formule de la capitalisation, nous analysons leurs histoires idéologiques et réelles, nous disséquons leurs propriétés et nous étudions les relations qu'elles ont les unes avec les autres. Cette analyse fournit un cadre général sur la base duquel nous pouvons construire une théorie alternative du capital comme pouvoir.

Filiations

Pourtant, avant de donner un aperçu de cette théorie, quelques mots sur ses origines, et les influences dont elles procèdent, s'imposent. Bien que critiques de la théorie de la valeur de Marx, nous sommes profondément influencés par son approche d'ensemble, et d'abord par son idée du capitalisme conçu comme le régime *politique* du capital. Au XXe siècle, les disciples de Marx ont modifié et adapté ses idées pour qu'elles puissent rendre raison de l'évolution du capitalisme, et discuter leurs théories nous a aidés à former la nôtre.

En plus de Marx et de ses disciples, nous nous inspirons d'œuvres qui, si elles ne sont pas totalement oubliées, sont néanmoins largement négligées, à savoir celles de Thorstein Veblen, Lewis Mumford et Michal Kalecki. Veblen a peut-être été le premier penseur à considérer sérieusement la propriété absente*, la finance et le crédit comme les mécanismes fondamentaux de pouvoir du capitalisme. Il a aussi été le premier à réfléchir aux implications du pouvoir – ou du « sabotage », comme il l'appelait – pour le concept de capital.

Mumford, qui fut un étudiant puis un collègue de Veblen, a offert une histoire singulière de la technologie comme pouvoir.

* *Absentee ownership* [*ndt*].

Les premières machines, affirmait-il, étaient plutôt sociales que matérielles. Elles sont initialement apparues dans les civilisations antiques des deltas sous la forme d'un ordre social mécanisé – la mégamachine. Pour Mumford, la mégamachine sociale fournissait le modèle de toute mécanisation matérielle et sociale à venir – une affirmation dont les conséquences ont une portée considérable pour l'étude du capitalisme.

Kalecki, un des fondateurs de l'économie néo-marxienne, a développé de nouvelles méthodes de recherche, à la fois théoriques et empiriques. La plus innovante d'entre elles est peut-être la notion de « degrés de monopole » : l'idée que la distribution du revenu n'est pas seulement la conséquence du pouvoir économique, mais sa définition même.

Considérées conjointement, ces conceptions – particulièrement l'insistance de Marx sur le régime politique du capital, le lien fait par Veblen entre capitalisation financière et sabotage industriel, l'idée de Mumford d'une organisation sociale conçue comme une machine de pouvoir, et la mesure distributive du pouvoir mise au point par Kalecki – constituent notre point de départ. Nous les utilisons, de manière critique si nous le pouvons, comme autant de planches d'appel pour notre propre théorie du capital.

Ces influences ne font pas pour autant de nous des membres d'une quelconque « école ». Même si nous avons été inspirés par Veblen, nous ne nous considérons ni comme des vebléniens, ni comme des institutionnalistes. Il en va de même avec Marx. Notre critique de son schème – particulièrement sa théorie de la valeur-travail et son concept de plus-value – nous disqualifie comme marxistes. Ceci dit, l'axe principal de notre projet s'inscrit pourtant dans la lignée de celui de Marx. Comme Marx, nous essayons nous aussi de nous confronter à la réalité capitaliste concrète ; d'examiner ses fluctuations, ses idéologies et ses justifications effectives ; et, par-dessus tout, de déchiffrer son architecture centrale : l'accumulation du capital. À notre avis – et encore une fois dans la veine ouverte par Marx –,

enquêter sur la réalité capitaliste est la première condition pour la transformer.

Inutile de dire que ce type d'analyse est incompatible – dans sa méthode, son esprit et son but – avec l'institutionnalisme et l'approche systémique de Max Weber et de Talcott Parsons. Elle n'a pas plus à voir avec le « nouvel institutionnalisme » de Ronald Coase, Douglas North et Oliver Williamson. Cette dernière école soumet la logique des organisations et des institutions au calcul marginal de l'utilité néoclassique. Cette seule idée aurait fait se retourner Veblen dans sa tombe.

Quatrième partie : réintégrer le pouvoir

Le chapitre 12 entame notre examen du pouvoir en se focalisant sur le capital et l'entreprise. Veblen est notre point de départ. Son cadre théorique, élaboré au tournant du XXe siècle, différait radicalement de l'orthodoxie de son temps (et encore de celle du nôtre). « Industrie » et « commerce », affirmait-il, ne sont pas des synonymes, contrairement à ce que l'économie politique conventionnelle voudrait nous faire croire. Ils sont au contraire des domaines opposés de l'activité humaine : l'industrie est la sphère de la production matérielle, alors que le commerce est le domaine de la distribution pécuniaire, et le lien entre eux n'est pas positif mais négatif.

L'industrie est une entreprise *collective*. Sa réussite dépend de la créativité, de la coopération, de l'intégration et de la synchronisation au sein de la société. Or, dans le capitalisme, l'industrie n'est pas mise en œuvre pour elle-même mais en vue du commerce. Et l'objectif du commerce n'est pas le bien-être collectif, mais le profit pécuniaire pour un gain *différentiel*.

Ce qu'il est essentiel de comprendre ici, c'est que l'industrie et le commerce sont *par nature* distincts. Les capitalistes modernes sont éloignés de la production : ce sont des propriétaires *absents*. Le fait

qu'ils en soient propriétaires, dit Veblen, n'apporte rien à l'industrie ; cela leur sert simplement à la contrôler à des fins de profit. Dans la mesure où les propriétaires sont absents de l'industrie, la seule manière pour eux d'extorquer le profit qui leur revient, c'est de « saboter » l'industrie. De ce point de vue, l'accumulation du capital n'est pas la manifestation d'une contribution productive mais celle d'un pouvoir organisé.

Bien évidemment, le processus par l'entremise duquel les capitalistes « traduisent » des processus de pouvoir qualitativement différents en mesures quantitativement unifiées de bénéfices et de capitalisation n'est pas très « objectif ». Filtrée par les évaluations conventionnelles des comptables et les spéculations sur le futur des investisseurs, la conversion est profondément intersubjective. Mais elle est aussi tout à fait réelle, extrêmement impressionnante et, comme nous le verrons, étonnamment bien définie.

Ces aperçus peuvent se prolonger dans la métaphore plus générale de l'« hologramme social » : un cadre qui intègre les interactions productives résonantes de l'industrie avec les limitations dissonantes du pouvoir du commerce. Ces lunettes holographiques nous permettent de théoriser le pouvoir qui sert de fondement à l'accumulation, d'explorer son évolution historique et de comprendre les façons dont différentes formes de pouvoir imprègnent la société et y sont instituées.

Notre enquête peint un tableau qui est très différent des descriptions canoniques de l'économie politique, et qui va même parfois jusqu'à les inverser. Elle montre que l'entreprise commerciale détourne et limite l'industrie au lieu de la stimuler ; que pour que « les affaires continuent », il faut qu'une limitation stratégique s'exerce ; que la plupart des entreprises ne sont pas des preneuses de prix passives mais des faiseuses de prix actives, et que leur autonomie rend l'économie « pure » indéterminée ; que le « taux normal de rendement », à l'instar du taux d'intérêt antique, n'est pas une manifestation du rendement productif mais du pouvoir organisé ;

que l'entreprise n'apparaît pas pour améliorer la productivité mais pour la contenir ; que les fonds propres et la dette ont peu à voir avec la richesse matérielle et tout à voir avec le pouvoir systémique ; et, finalement, qu'il y a peu de sens à parler des écarts ou des distorsions du « capital financier » simplement parce qu'il n'y a pas de « capital productif » dont on peut s'écarter ou qu'on peut dénaturer.

L'idée que le pouvoir est le moyen de l'accumulation n'est que la moitié de la vérité ; l'autre moitié, c'est que le pouvoir est aussi la *fin ultime* de l'accumulation. Le chapitre 13 élargit cette idée en proposant de penser le capitalisme non comme un mode de production, mais comme un *mode de pouvoir*. La démonstration procède en deux temps. D'abord, nous remontons jusqu'aux civilisations de pouvoir antiques au sein desquelles, pour Lewis Mumford, ont été assemblées les premières machines à grande échelle. Comme nous le notions, ces mégamachines n'étaient pas des dispositifs physiques : c'étaient des structures sociales. Leur but, nous dit Mumford, n'était pas la production, mais l'exercice du pouvoir lui-même.

La même perspective, affirmons-nous, s'applique au capital. Les économistes politiques n'ont pas entièrement tort quand ils conçoivent le capital comme une « machine ». Mais cette machine n'est pas matérielle mais sociale : c'est une mégamachine moderne. En fin de compte, les capitalistes ne sont pas poussés à produire des choses mais à contrôler des gens, et leur mégamachine capitaliste exerce ce pouvoir avec une efficacité, une flexibilité et une force que les gouvernants d'autrefois ne pouvaient même pas entrevoir.

La mégamachine capitaliste définit le mode capitaliste du pouvoir ; et un mode du pouvoir, affirmons-nous, constitue l'« État » de société. La seconde partie du chapitre 13 historicise cette proposition. Il débute avec le mode féodal du pouvoir dont le capitalisme est sorti ; il retrace le processus par lequel le mode féodal du pouvoir a cédé la place au mode capitaliste du pouvoir ; et il analyse comment la logique du capital a graduellement pénétré, altéré et est finalement devenue l'État – l'État de capital.

Cet État n'est pas un « acteur » qui s'oppose au capital ou qui se tient à ses côtés. Ce n'est pas non plus un espace newtonien éternel qui se contente de contenir les différents acteurs à différents moments. Dans la perspective qui est la nôtre, l'État de capital est un espace leibnizien historiquement constitué, une structure de pouvoir en constante transformation, définie et façonnée par les entités et les relations qui la constituent.

Cinquième partie : l'accumulation du pouvoir

Le pouvoir social est communément consacré par des injonctions hétéronomes venant de Dieu ou de la Nature. Ces déclarations de pouvoir, provenant de l'« extérieur » de la société, semblent inévitables, et les symboles tangibles au moyen desquels elles sont exprimées – temple, palais, armée, esclaves et richesse matérielle – les font paraître absolus. Mais le pouvoir social n'est pas hétéronome, il est autonome. Il ne vient pas de l'extérieur, mais de l'intérieur de la société. C'est pour cette raison que, derrière les symboles absolus du pouvoir, il y a toujours une réalité *relative* plus profonde.

En dernière instance, le pouvoir, c'est *la confiance en l'obéissance*. Il exprime la certitude que les gouvernants ont de la tendance à la soumission des gouvernés. Quand cette confiance est élevée, les gouvernants façonnent leur société d'une manière active. Ils considèrent sa trajectoire comme habituelle et naturelle, tandis qu'ils traitent révoltes, soulèvements – et même les révolutions – comme de simples perturbations. Au contraire, quand leur confiance est limitée, les gouvernants ont tendance à réagir plutôt qu'à initier. Le développement social perd sa cohérence, tandis que les révoltes, les soulèvements et les révolutions deviennent soudainement des manifestations d'un chaos systémique.

À notre époque, la relation centrale entre la confiance et l'obéissance s'incarne dans le capital. Le processus d'accumulation

représente la capacité adaptative du *capital dominant* – c'est-à-dire celle des plus grandes entreprises et des organes gouvernementaux clés qui se situent à l'épicentre de ce processus – à contrôler, à façonner et à transformer la société en dépit d'une certaine opposition. Les fondements conflictuels de ce processus font du capital une entité relative ; et cette relativité signifie que nous avons besoin de penser non pas l'accumulation absolue, mais l'accumulation différentielle – la capacité du capital dominant à accumuler plus vite que le taux moyen.

La cinquième section du livre tire parti des notions jumelles d'accumulation différentielle et de capital dominant pour développer une théorie concrète du capital comme pouvoir. Nous commençons par définir la société, dans son historicité, comme une création d'ordre, ou *créordre* – un mot qui suggère la fusion paradoxale de l'être et du devenir, de l'état et du processus, de la stase et du dynamisme. La capitalisation est l'algorithme du *créordre* capitaliste. C'est le mécanisme par lequel le pouvoir capitaliste est transformé en marchandise, structuré et restructuré. L'architecture statique de ce pouvoir est définie par la capitalisation différentielle. À n'importe quel instant dans le temps, la distribution des valeurs capitalisées correspond à la division du pouvoir entre les différents propriétaires. Mais le *créordre* capitaliste force les propriétaires non seulement à conserver leur pouvoir, mais aussi à l'éprouver et à l'augmenter ; non seulement à protéger leur capitalisation différentielle, mais aussi à l'accroître au moyen de l'accumulation différentielle.

Il en résulte une force gravitationnelle puissante. Cette force – enracinée plutôt dans le pouvoir que dans la productivité – fait se rapprocher les unités indépendantes du capital. Elle les pousse à s'associer, à se mélanger et à fusionner en unités toujours plus grandes. Finalement, elle donne naissance à des constellations compactes faites d'alliances entre grandes entreprises et gouvernements. Ces constellations constituent ce que nous appelons le capital dominant.

Le chapitre 14 analyse les contours généraux de ce processus aux États-Unis et présente des résultats apparemment paradoxaux.

Les plus critiques des observateurs associent la dernière moitié du siècle avec une crise prolongée de l'accumulation. Pourtant, durant cette période, le capital dominant paraît avoir joui d'une accumulation différentielle virtuellement ininterrompue. Comment peut-on réconcilier cette brillante performance avec l'idée d'un capital en détresse ? Quels sont les processus de pouvoir sous-jacents qui ont rendu possible l'accumulation différentielle ? Comment ces processus conflictuels se sont-ils historiquement concrétisés pour générer un résultat aussi remarquable ? Et pourquoi les économistes politiques n'ont-ils rien remarqué de tout cela ?

Pour répondre à ces questions, nous développons l'idée de *régimes d'accumulation différentielle*. Le capital dominant peut augmenter ses bénéfices différentiels et sa capitalisation de deux manières principales : (1) en augmentant la taille relative de son organisation, ce que nous appelons l'*envergure* ; et (2) en augmentant le pouvoir élémentaire relatif de son organisation, ce que nous appelons la *profondeur*. Les chapitres 15 à 17 analysent les caractéristiques saillantes de ces régimes de pouvoir et en profitent pour démystifier certaines des croyances les plus chères aux économistes politiques.

Une de ces croyances est que le capitalisme est accro à la croissance économique. Cette conviction est partagée aussi bien par les libéraux que par les marxistes, et elle est si forte que beaucoup d'entre eux confondent maintenant la croissance et l'accumulation, comme si elles étaient une seule et même chose. Mais elles ne sont pas identiques, et le chapitre 15 montre pourquoi. Du point de vue du capital dominant, une croissance fondée sur des investissements entièrement nouveaux* est à double tranchant. Elle peut à la fois saper et renforcer le pouvoir du capital dominant – et, ce faisant, elle peut aussi bien entraver que faciliter l'accumulation différentielle. Mais la voie des investissements entièrement nouveaux n'est pas la seule. Le capital dominant peut aussi croître de « façon inorganique », au moyen

---

* *Greenfield growth* dans l'original [*ndt*].

de fusions et d'acquisitions. Or, à la différence d'une croissance fondée sur des investissements entièrement nouveaux, l'impact de la fusion est résolument positif : elle stimule la taille organisationnelle et le pouvoir du capital dominant, elle augmente son accumulation différentielle, et ce dans une mesure considérable.

Cette logique du pouvoir explique pourquoi, durant le siècle dernier, les fusions et les acquisitions ont crû exponentiellement alors que la croissance fondée sur des investissements entièrement nouveaux a ralenti. De surcroît, dans la mesure où la fusion est un changement de propriétaire, et par conséquent une transformation du pouvoir, le processus de fusion nous en apprend beaucoup sur les transformations de la politique capitaliste dans son ensemble. Il explique la rupture séquentielle des enveloppes sectorielles, au fur et à mesure que le capital dominant transcende l'univers des entreprises dont il provient pour se développer dans d'autres univers ; il rend compte de la transformation sociale qui accompagne ces sauts ; et il révèle les fondations conflictuelles des flux de capitaux et la politique de pouvoir de la propriété mondialisée.

Une seconde croyance cardinale des économistes politiques est que le capital aime la stabilité des prix et déteste l'inflation. Pourtant, cette conviction ne résiste pas plus à l'examen des faits. Le chapitre 16 montre que, même si les capitalistes essaient constamment de réduire leurs coûts, cette tentative se réduit à les faire tourner à vide. Pour dépasser la moyenne, il ne faut pas réduire les coûts mais augmenter les prix. Ceux qui gonflent leurs prix plus vite que la moyenne finissent par redistribuer les revenus en leur faveur – et ce faisant augmentent le pouvoir élémentaire de leur organisation et stimulent leur accumulation différentielle.

La voie inflationniste pour favoriser l'accumulation différentielle est hautement conflictuelle et elle est par conséquent tout à fait périlleuse. Bien évidemment, contrairement aux théories et aux instincts de la plupart des économistes, l'inflation a tendance à apparaître comme de la *stagflation* : elle advient non pas avec la croissance et la stabilité,

mais avec la stagnation et la crise. Ce fait rend la voie de la profondeur incertaine et apparemment bien plus risquée que celle de l'envergure. Le rendement est pourtant souvent proportionnel au risque, et quand le capital dominant se retrouve lui-même à graviter autour d'une inflation conflictuelle, on aboutit généralement à une accumulation *par* la crise.

C'est ainsi qu'émerge une réalité de l'accumulation très différente. Alors que les libéraux et les marxistes insistent sur la quête capitaliste de croissance et de stabilité des prix, le capital dominant semble s'épanouir dans la fusion et la stagflation. Le chapitre 17 noue les derniers fils en rapprochant ces deux régimes clés d'accumulation différentielle. Il met en relation les histoires longues de l'envergure par fusion et de la profondeur par stagflation ; il analyse la manière dont ces régimes ont façonné le XXe siècle du capital comme pouvoir ; et il se termine par une spéculation sur ce que pourrait être leur relation dans le futur.

Créordre capitaliste et société humaine

Nous sommes maintenant prêts à commencer notre exploration, mais avant cela, nous devrions peut-être dire quelques mots sur ses limites. L'étude du capital comme pouvoir ne peut, et ne doit pas, fournir une *théorie générale de la société*. La capitalisation est le langage du capital dominant. Il incarne les croyances, les désirs et les peurs de la classe dirigeante capitaliste. Il nous indique comment ce groupe voit le monde, comment il impose ses volontés à la société, comment il essaie de mécaniser les êtres humains. C'est l'architecture du pouvoir capitaliste.

Cette architecture ne nous en dit malgré tout pas beaucoup sur les êtres humains qui sont soumis à son pouvoir. Bien sûr, nous observons leur « comportement », leurs « réactions » aux menaces capitalistes, les « choix qu'ils font parmi les tentations capitalistes.

Pourtant, nous ne savons à peu près rien de leur conscience, de leurs pensées, de leurs intentions, de leur imagination et de leurs aspirations. Pour paraphraser Cornelius Castoriadis, l'humanité est comme un « magma », une surface lisse qui bouge et qui se transforme[9]. La plupart du temps, ses mouvements sont assez prévisibles. Mais sous la surface sont tapies des qualités et des énergies autonomes. Le langage du pouvoir capitaliste ne peut ni décrire ni comprendre ces qualités et ces énergies. Il ignore tout de leur grandeur et de leur potentiel. Il ne peut jamais prévoir quand et comment elles exploseront.

Songez qu'aucun expert – communiste ou anticommuniste – n'avait prévu l'effondrement du bloc soviétique (quoique, rétrospectivement, la victoire du libéralisme ait bien sûr été « inévitable »). Il en est allé de même avec la révolution de mai 1968 en France, qui a sans doute été la plus importante révolution du XX[e] siècle. Pourtant, même quelques jours avant qu'elle explose, aucun sociologue – conservateur ou radical – n'avait la moindre idée de ce qui était en train d'arriver (Anonyme, 1968 ; Orr, 2003). L'histoire s'est répétée avec la première *Intifada* palestinienne qui a débuté en 1987. Le soulèvement a pris tout le monde par surprise, y compris les « orientalistes » critiques et les notables de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Et on peut continuer la liste.

Ces événements révolutionnaires ne peuvent pas être aisément théorisés, et ce pour une bonne raison. Ils sont enracinés dans l'étincelle originaire de la libre créativité humaine. « Les hommes ne peuvent être traités comme des chiffres dans les opérations d'arithmétique politique », observe Arthur Koestler, « car ils s'y comportent comme les symboles du zéro et de l'infini qui faussent toutes les équations » (1949 : 70). Leur originalité et leur créativité ne peuvent pas être modélisées ou réduites aux lois historiques

---

9. Castoriadis développe cette ontologie des magmas dans le chapitre 7 de *L'Institution imaginaire de la société* (1975).

du mouvement. Ils ne peuvent pas être prédits systématiquement. Ils ne suivent pas une logique claire. Ils sont uniques.

Karl Marx, le premier à avoir étudié l'architecture dynamique du capitalisme, a essayé de fusionner ces deux mouvements du pouvoir et de résistance au pouvoir en un langage unique. Pour lui, le pouvoir d'accumulation des capitalistes et la lutte politique des travailleurs contre ce pouvoir pouvaient tous deux être dérivés et analysés au moyen d'une logique élémentaire unique : la théorie de la valeur-travail.

Dans notre perspective, il est impossible de réaliser cette fusion. Il est impossible d'imposer la logique du travail (et de l'activité humaine en général) aux capitalistes. Nous ne pouvons pas exprimer l'architecture pécuniaire de la capitalisation au moyen d'unités homogènes de travail abstrait. La capitalisation et la productivité/créativité sont deux processus distincts, chacun avec sa logique propre. Le conflit destructeur de ces deux processus est le moteur de la dialectique capitaliste, mais la dialectique elle-même ne peut pas être comprise au moyen d'un langage commun unique.

Au lieu de cela, nous préférons imaginer deux grandes « entités ». La première entité est le *créordre capitaliste*, dont la logique s'impose à la société. Les fluctuations et le développement de ce *créordre* peuvent faire l'objet d'une théorie systématique, quantitative, du pouvoir. La seconde entité est une *société humaine* silencieuse. Cette société existe avant tout comme un potentiel inconnu. Généralement, elle est dormante et par conséquent invisible. Occasionnellement, pourtant, elle explose, souvent sans prévenir, pour défier et parfois pour menacer les institutions du pouvoir capitaliste. Ces explosions – et leurs conséquences – ne suivent pas un modèle prédéterminé. Elles ne peuvent pas être systématiquement théorisées.

Pour cette raison, nous ne prétendons pas offrir une théorie générale de la société capitaliste. Nous nous limitons à l'étude du seul *créordre* capitaliste, l'ordre dynamique de ceux qui dirigent. Diriger signifie voir le monde d'un point de vue singulier, être enfermé dans

une logique unitaire, être soumis à sa propre architecture de pouvoir. Le capital dominant ne peut s'écarter des limites de cette architecture, même s'il le voulait. Ses membres sont forcés d'accepter cette même logique qu'ils imposent au reste de l'humanité. Et plus ils sont efficaces à imposer cette logique, plus ils deviennent eux-mêmes prévisibles. Voilà pourquoi leur monde peut être théorisé et, dans une certaine mesure, prédit.

Au cours du siècle dernier, la logique de pouvoir du capitalisme s'est incarnée dans le processus de capitalisation différentielle ; c'est-à-dire, dans la croyance qu'il y a un « taux normal de rendement » et que les capitalistes sont obligés de le « dépasser ». C'est là le cœur de la nouvelle cosmologie capitaliste. En lieu et place des Saintes Écritures, nous avons maintenant le langage universel de la comptabilité et de la finance d'entreprise. Le pouvoir de Dieu, autrefois conféré aux rois et aux prêtres, se révèle maintenant comme le pouvoir du Capital conféré aux « investisseurs ».

À mesure que la capitalisation du pouvoir se diffuse et s'insinue partout, le monde semble de plus en plus « déterministe ». Le déterminisme de la capitalisation est maintenant « l'état naturel des choses », le point de référence à partir duquel évaluer les « écarts », les « distorsions », le « risque » et la « rentabilité ». C'est une logique qui paraît incontestable à ceux qui dominent et omnipotente à ceux qui sont dominés.

Mais ce déterminisme de la capitalisation n'a rien à voir avec des « lois de la nature », ou la progression « inéluctable » de l'histoire. C'est le *déterminisme de la classe dirigeante*, et *de la classe dirigeante seulement*. Il opère uniquement dans la mesure où la classe dirigeante dirige. Il est vrai que c'est ce qui arrive la plupart du temps. Pourtant, les êtres humains ont la capacité de comprendre la nature autonome de ce « déterminisme ». Et quand ils réalisent que les règles leur sont imposées par d'autres êtres humains, le déterminisme disparaît, remplacé – ne serait-ce que pour un instant dans l'histoire – par la promesse humaine de l'autonomie, de la démocratie, de la philosophie.